union des entreprises de proximité

PROJET DE BUDGET POUR 2026

Le gouvernement a opéré des arbitrages favorables aux petites entreprises

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, 20 janvier 2026

Contacts presse
Jean-Côme Delerue
01 47 63 31 31
06 77 64 40 78
jcdelerue@u2p-france.fr

Pauline Wicky
01 47 63 31 31
06 73 19 57 64
pwicky@u2p-france.fr

L'U2P est l'une des trois grandes organisations patronales françaises. Elle représente 3,4 millions d'entreprises, soit les 2/3 des entreprises françaises et réunit 5 organisations qui représentent ces catégories d'entreprises : la CAPEB (bâtiment), la CGAD (alimentation et hôtellerie restauration), la CNAMS (fabrication et services), l'UNAPL (professions libérales), et la CNATP (travaux publics et paysage).

Loin d'être satisfaite du projet de budget pour 2026, qui ne permettra pas de limiter suffisamment le déficit ni de réduire la dette, **l'U2P constate pourtant que le gouvernement a opéré des arbitrages plutôt favorables aux petites entreprises**.

D'abord, **il était essentiel que les allègements de charges sur les bas salaires ne soient pas remis en cause**, dans la mesure où le coût du travail est déjà trop élevé en France et sachant que beaucoup de petites entreprises n'auraient pas survécu à ce surcoût salarial.

Il était primordial aussi de **maintenir le soutien à l'apprentissage, au moins pour les entreprises de proximité qui ont plus particulièrement recours à cette voie de formation** et pour lesquelles les apprentis d'aujourd'hui pourraient être les chefs d'entreprise de demain.

Rappelons également que beaucoup de petites entreprises sont soumises à l'impôt sur le revenu et non à l'impôt sur les sociétés, et que **l'indexation du barème de l'impôt sur l'inflation permettra d'écarter une hausse des montants prélevés sur ces entreprises**.

En outre, l'annonce du **soutien financier en faveur de la rénovation des logements via une reprise de MaPrimeRenov**, est de nature à rassurer le secteur du bâtiment qui a trop pâti du stop and go imposé dans ce domaine depuis de nombreux mois.

Globalement, **l'U2P accueille avec soulagement ce projet de budget qui ménage les petites entreprises, qui revalorise le travail, à travers la hausse de la prime d'activité et qui permet surtout aux chefs d'entreprise de retrouver un peu de visibilité, et donc de capacité à décider d'embaucher et d'investir**.

Dans ce contexte, l'U2P invite les parlementaires à faire preuve de responsabilité en ne rejetant pas ce projet de budget et en refusant de faire tomber le gouvernement, car la chute du gouvernement ajouterait inévitablement une crise économique à la crise politique actuelle.